

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967

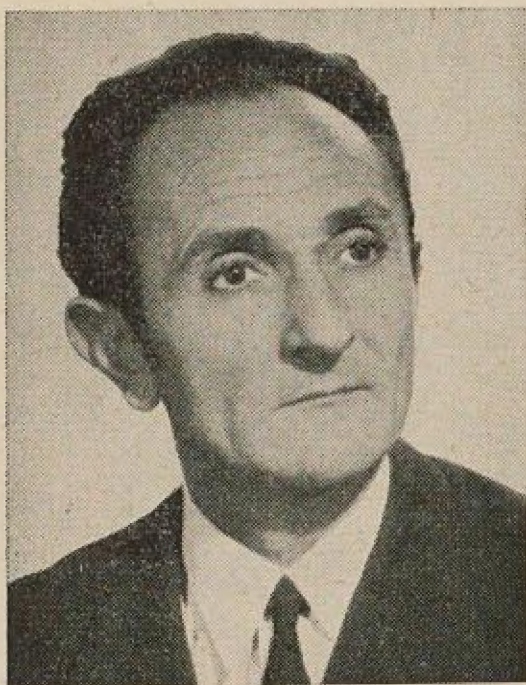
6^e Circonscription**République Moderne et Socialisme**

La campagne électorale qui se déroule actuellement engage toute l'orientation politique de notre pays pour les cinq ans à venir.

Nous luttons pour la création d'une République Moderne, qui associera les Français à la conduite de leurs affaires communes ; pour une planification démocratique qui permettra le plein emploi des hommes et la répartition équitable des richesses entre les catégories sociales et les régions ; pour une politique extérieure tournée vers la coopération internationale et le désarmement réciproque. Seule la gauche est capable, dans tous ces domaines, d'assurer à la France cet avenir de progrès.

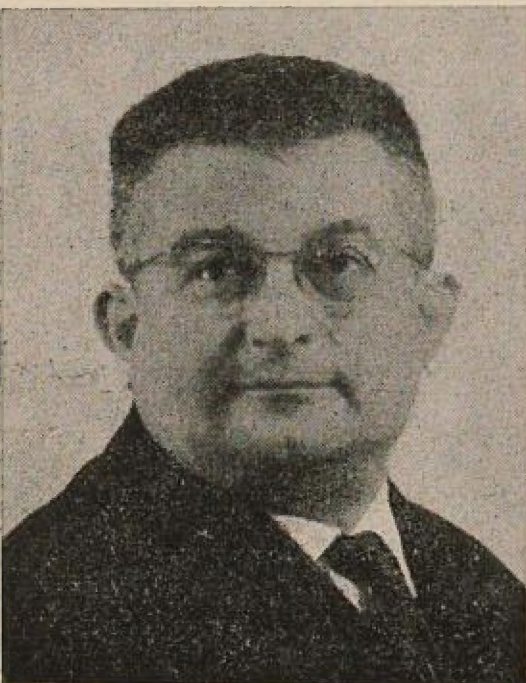
C'est pourquoi je souhaite que les électeurs de la 6^e circonscription de l'Isère fassent confiance à l'équipe formée par Jean Lacharme et Henri Micoud pour assurer le succès de notre combat commun.

Pierre MENDES FRANCE.



Jean LACHARME

Professeur à la Faculté de Médecine



SUPPLÉANT

Henri MICOUD

Représentant

Electrices, Electeurs,**VOTRE CHOIX**

Le choix que vous ferez, les 5 et 12 mars, déterminera pour très longtemps votre mode de vie. L'automation, l'énergie nucléaire, les moyens modernes d'information, etc., conditionneront de plus en plus votre genre de vie. Ils offrent déjà des possibilités immenses ; celles-ci sont utilisées par le régime capitaliste actuel pour renforcer sa domination. Nous voulons au contraire qu'elles soient au service de tous pour faire de chaque femme et de chaque homme un citoyen responsable de son avenir.

NOTRE BUT

Pour cela, il nous faut, dans un monde dont les problèmes changent de dimension, instaurer une **République Moderne** de citoyens disposant de possibilités d'initiative, de participation, de responsabilités, à travers leur représentation naturelle : syndicats, coopératives, associations et collectivités locales, etc.

Cette **République Moderne** assurera le développement harmonieux de notre société dans l'intérêt de tous et non de quelques groupes économiques et financiers dont la politique inhumaine conduit au sous-emploi et assimile trop souvent le travailleur à une vulgaire machine, sans tenir compte des exigences du développement régional.

SIXIEME PLAN

Notre objectif est au contraire de stimuler ce développement pour assurer le **plein emploi** et élever le niveau de vie plus particulièrement des plus défavorisés. Pour cela, le V^e Plan devra immédiatement s'effacer devant un VI^e, **établi avec la participation des syndicats ouvriers et agricoles et des représentations démocratiques régionales** ; il s'inspirera des besoins réels : plein emploi, diminution de la durée du travail, répartition équitable du revenu national, enseignement et formation professionnel, modernisation de l'agriculture, problèmes de l'exode rural, logements, équipements sociaux, hospitaliers et culturels, etc. **Nous ne ferons pas de démagogie** en disant que tout est possible, tout de suite ; pour modifier l'orientation politico-économique actuelle, un gouvernement de gauche devra se donner les moyens d'assurer une expansion rapide dans la stabilité des prix. C'est pourquoi nous pensons que **la réforme des structures est nécessaire** afin que la recherche du profit de quelques-uns ne soit plus le moteur de l'économie nationale.

Le contrôle étroit du crédit, la nationalisation des principaux pôles de domination économique sont des mesures à cet égard indispensables.

Le renforcement du pouvoir de l'Etat ne peut se concevoir sans sa démocratisation et la mise en place d'institutions garantissant les Libertés, l'Education et la Justice sociale.

DEFENSE DES LIBERTES

INFORMATION. — L'O.R.T.F. devra posséder un statut qui garantira son objectivité et son indépendance vis-à-vis du gouvernement, permettant ainsi une libre détermination des consciences.

DROIT DE GREVE. — Les droits de contestation ne doivent pas être entravés : la législation de 1964 limitant les droits de grève devra être abrogée.

JUSTICE. — Une législation d'exception n'a pas de place dans une démocratie.

EDUCATION NATIONALE ET CULTURE

Une réforme démocratique de l'Enseignement peut seule permettre à tous les enfants, sans distinction d'origine familiale ou géographique, d'accéder aux situations en rapport avec leur capacité et leur vocation. L'orientation continue, la gratuité totale des études et l'éducation permanente assureront à tous une véritable égalité des chances. Dans une société où la productivité sera de plus en plus le fait de machines automatisées, l'instruction et la culture toujours développées de ses citoyens sera le complément indispensable à la diminution du temps de travail.

JUSTICE SOCIALE

LA FEMME. — Elle doit être l'égale de l'homme ; par un statut civique, familial, professionnel, nous devons mettre fin à toute discrimination. Les femmes ne devront plus constituer une main-d'œuvre sous-payée : « A TRAVAIL égal, SALAIRE EGAL ». Au problème de la régulation des naissances doit être joint celui de l'aide aux mères de famille.

RETRAITES ET BAS-SALAIRES. — Une priorité doit être accordée aux catégories les plus défavorisées : relèvement des salaires les plus bas, aides aux retraités et notamment restitution immédiate au fonds d'aide aux vieillards du produit de la vignette automobile.

Nous avons défini très rapidement les bases et l'esprit d'une politique nouvelle d'orientation socialiste qui seule vous permettra de prendre en main votre destin, d'assurer votre avenir et celui de vos enfants.

Pour cela, vous ferez confiance à une équipe qui a su réaliser l'unité sur un programme de gauche commun :

Jean LACHARME

Professeur à la Faculté
Ancien déporté
C.I.R. - F.G.D.S.

Henri MICOUD

Représentant
Syndicaliste
P.S.U.